

SS.VII/3. Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques

Le Conseil d'administration,

Rappelant ses décisions 18/12 du 26 mai 1995, 19/13 du 7 février 1997 et 20/23 du 4 février 1999, ainsi que sa décision 21/7 du 9 février 2001 relatives aux mesures mondiales en matière de gestion des produits chimiques,

Conscient du rôle essentiel d'une gestion rationnelle des produits chimiques pendant toute la durée de leur cycle de vie, notamment la gestion des déchets dangereux, dans la réalisation du développement durable,

Se félicitant des activités importantes menées par le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique et de l'identification des actions prioritaires dans sa Déclaration de Bahia d'octobre 2000 et les Priorités d'Action après 2000,<sup>8</sup>

Prenant note des progrès accomplis par le Comité intergouvernemental de négociation pour préparer l'entrée en vigueur de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international,

Prenant note des activités entreprises actuellement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement en collaboration avec le Fonds pour l'environnement mondial et d'autres partenaires pour préparer l'entrée en vigueur et la mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants,

Prenant note des activités menées au titre de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination pour renforcer la coopération internationale dans le domaine de la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et de sa contribution à la mise en œuvre effective des chapitres 19 et 20 d'Action 21,<sup>9</sup>

Reconnaissant la nécessité croissante d'un renforcement des capacités et d'une assistance technique efficaces pour aider les pays en développement et à économie en transition à mettre en œuvre les instruments juridiques internationaux existants pour la gestion des produits chimiques et des déchets dangereux et faire face aux problèmes qui se poseront à l'avenir en matière de sécurité chimique, notamment la protection de la santé humaine et de l'environnement,

Réaffirmant son attachement à la décision 21/5 concernant l'évaluation mondiale du mercure et de la décision 21/6 relative à l'essence au plomb, en date du 9 février 2001,

---

<sup>8</sup> Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique, troisième session, rapport final Forum III (FISC/Forum III/23w), annexe 6.

<sup>9</sup> Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992. A/CONF.151/26/Rev.1 (Vol.I et Vol.I/Corr.1, Vol.II, Vol.III et Vol.III/Corr.1) (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.1.8 et rectificatifs), Vol.I : Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe II.

Réaffirmant son attachement aux décisions 21/3 et 21/4 du 9 février 2001 appelant à la ratification, l'acceptation, l'approbation des conventions de Rotterdam et de Stockholm ou l'adhésion à ces dernières en vue de leur entrée en vigueur dans les meilleurs délais,

Reconnaissant la nécessité de promouvoir une mise en œuvre rapide des instruments internationaux existants, notamment les traités et accords régionaux relatifs à la gestion des produits chimiques, par les Parties aux traités et accords en question,

Reconnaissant la nécessité pour tous les pays d'avoir accès à des produits de remplacement des substances chimiques dangereuses qui soient plus sûrs, efficaces et économiques, ainsi qu'aux techniques connexes, et d'avoir facilement accès aux dernières innovations et connaissances concernant les substances dangereuses et leurs produits de remplacement,

Ayant examiné le rapport du Directeur exécutif sur l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques,<sup>10</sup>

Prenant note de la tenue du Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002 et de l'occasion qu'il offre de progresser encore dans la mise en œuvre des chapitres 19 et 20 d'Action 21,

1. Décide qu'il y a lieu de poursuivre la mise au point de l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et appuie la Déclaration de Bahia et les Priorités d'Action après 2000 du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique, en tant que fondement de ladite approche;

2. Prie le Directeur exécutif, dans l'application de la présente décision, de tenir pleinement compte de la situation particulière des pays en développement et des pays à économie en transition;

3. Prie le Directeur exécutif, conjointement avec le Programme interorganisations pour la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et en consultation avec les gouvernements, le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique, le Fonds pour l'environnement mondial et d'autres grandes institutions chargées du financement et de la fourniture de la coopération internationale pour le développement, ainsi qu'avec d'autres organisations et parties prenantes concernées, de recenser les mesures actuellement en cours d'exécution ou prévues aux niveaux international, régional ou national pour favoriser la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques, eu égard en particulier à la Déclaration de Bahia et aux Priorités d'Action après 2000 du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique;

4. Prie le Directeur exécutif de collaborer, dans le cadre du Programme interorganisations pour la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques, avec le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique, les gouvernements et d'autres organisations et parties prenantes intéressées, d'identifier toute lacune éventuelle dans la Déclaration de Bahia et des Priorités d'Action après 2000 du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique ou dans la mise en œuvre de ces priorités et de proposer des solutions pour combler ces lacunes;

5. Prie le Directeur exécutif de proposer des priorités et des projets concrets dans le cadre de l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, en

---

<sup>10</sup> UNEP/GCSS.VII/INF/1 et INF/1/Add.1.

collaboration avec les principaux partenaires tels que les secrétariats de la Convention de Rotterdam, de la Convention de Stockholm et de la Convention de Bâle, et le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique;

6. Prie le Directeur exécutif, conjointement avec le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique et le Programme interorganisations pour la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques, de convoquer une réunion consultative à participation non limitée de représentants de tous les groupes de parties prenantes, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, pour contribuer à la poursuite de la mise au point, sur la base de ces analyses, d'une approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques;

7. Souligne que l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques devrait permettre de promouvoir l'incorporation des questions de sécurité chimique dans le programme pour le développement et d'arrêter des propositions concrètes pour le renforcement des capacités en matière de gestion rationnelle des produits chimiques et des techniques connexes dans tous les pays, en tenant compte des différences énormes en matière de capacité entre les pays développés et les pays en développement dans ce domaine;

8. Demande aux gouvernements et autres acteurs de mettre à disposition des informations, en particulier sur les produits de remplacement des substances chimiques dangereuses, l'assistance technique, les arrangements pour la promotion de l'accès aux technologies écologiquement rationnelles et à leur transfert, le renforcement des capacités et le financement nécessaire pour aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les pays à économie en transition, à prendre activement part à cette entreprise;

9. Prie instamment les gouvernements, le Programme interorganisations pour la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques, le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique et les autres organisations et parties prenantes concernées de participer activement à ce processus;

10. Invite le Sommet mondial pour le développement durable<sup>3</sup> à :

a) Approuver la poursuite de la mise au point d'une approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et la Déclaration de Bahia et les Priorités d'Action après 2000 du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique, en tant que fondement de cette approche;

b) Demander instamment la participation active des principales institutions chargées du financement et de la fourniture de la coopération internationale pour le développement et d'autres acteurs concernés;

c) Demander à tous les gouvernements et autres acteurs intéressés de prendre immédiatement des mesures pour mettre en œuvre les activités prioritaires recensées;

11. Prie le Directeur exécutif de lui faire rapport à sa vingt-deuxième session sur les progrès accomplis dans l'application de la présente décision, notamment les options pour faire avancer le processus, et sur la contribution du Programme des Nations Unies pour l'environnement à la mise en œuvre de la Déclaration de Bahia et des Priorités d'Action après 2000 du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique.

*6e séance  
15 février 2002*